

# Chronique fédérale

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **31 (1985)**

Heft 4

PDF erstellt am: **22.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Chronique fédérale

par Martine Lamunière



Alors que le débat commence à peine en France où — croit-on — le mal ne touche encore que les Vosges, il ne se passe plus de semaine en Suisse sans que les journaux en parlent : la « mort des forêts » est sans conteste, et comme en Allemagne, le sujet numéro un de l'actualité helvétique. Et la cause de tensions de plus en plus fréquentes entre les Alémaniques, qui sont assez nombreux pour faire voter des mesures sévères, et les Romands qui, s'ils ne nient plus l'existence du mal, continuent de dire que les remèdes de cheval ne sont pas justifiés.

Car mal il y a, et les responsables politiques qui refusent encore de le reconnaître se comptent maintenant sur les doigts d'une main. « Notre forêt est malade, très malade. L'inquiétant, c'est la rapidité avec laquelle le mal progresse. Tous les spécialistes tombent d'accord pour dire que la cause principale, c'est la pollution. Ceux qui en doutent sont de mauvaise foi, ou totalement obtus, ou alors ils refusent de voir la réalité parce qu'elle va à l'encontre de leurs intérêts personnels » a déclaré le Conseiller fédéral Alphons Egli à l'ouverture de la session parlementaire extraordinaire consacrée à ce problème début février. Celui que ses adversaires (et bon nombre de ses amis) ont surnommé E.T. a connu cet hiver son heure de gloire. Alors que, il y a quelques mois encore, on l'accusait d'être un faible, manipulé par les responsables « écolos » des Offices fédéraux de la forêt et de la protection de l'Environnement, il passe presque dans certains milieux pour un visionnaire, le seul conseiller fédéral qui ait vraiment voulu limiter la vitesse à 100 km/h sur les autoroutes. Or, cette limitation, ce sont maintenant les Chambres elles-mêmes qui la demandent au Conseil fédéral et il devra bien finir par s'exécuter.

## GROGNE AU SALON DE L'AUTO

Et les Chambres sont allées bien plus loin. Elles ont, certes, écarté toute une série de mesures extrêmes comme le « gel » de la construction des routes nationales, les dimanches sans voitures ou les abonnements CFF distribués gratuitement à tous les citoyens et toutes les citoyennes du pays, mais elles ont approuvé toute une série de mesures qui étaient impensables il y a encore quelques mois : toutes les voitures neuves devront satisfaire aux normes anti-pollution américaines dès le 1<sup>er</sup> octobre 1987, ce qui signifie qu'elles devront être équipées d'un catalyseur. Un contrôle annuel des gaz d'échappement sera obligatoire dès l'année prochaine et il touchera aussi les véhicules diesel. Le mazout devra être plus « propre » dès 1987, etc.

Toutes ces mesures, annoncées pendant ou juste avant l'ouverture du Salon de l'Auto de Genève, ont rendu les constructeurs très nerveux. Les normes suisses vont servir de test à l'Europe entière et certains constructeurs, qui se sont adaptés depuis longtemps aux normes américaines sur le marché américain, sont venus à Genève jurer qu'ils n'y parviendraient jamais sur le marché européen... Sans convaincre d'ailleurs les députés suisses qui se sont félicités de ne pas avoir d'industrie automobile chez eux !

## LES VACANCES ? PAS QUESTION !

Sage peuple suisse ! Prêt à sacrifier une part de son confort pour sauver son environnement, prêt — et c'est encore plus surprenant — à se refuser un cadeau offert pourtant sur un plateau : une cinquième semaine de vacances. C'est en effet à une écrasante majorité (65 % des voix et tous les cantons sauf le Tessin et le Jura) que le peuple a rejeté l'initiative syndicale qui aurait accordé une cinquième semaine de vacances aux plus de 40 ans et aux moins de 20 ans. Un « non » clair et sans appel alors que cette semaine supplémentaire aurait été une charge (0,5 %) tout à fait supportable pour l'économie. Alors, méfiance viscérale à l'égard des syndicats, crainte du chômage chez les moins jeunes, justement, ceux qui en auraient bénéficié et qui craignent que les patrons hésitent à engager des employés qui coûtent plus cher ? Une chose est certaine : la giffle est cinglante pour les syndicats qui ne doivent plus beaucoup croire au succès de leurs autres projets (la semaine de 40 heures ou une meilleure protection contre les licenciements). La Suisse est, plus que jamais, à l'heure américaine, reaganienne.

En faut-il une preuve ? Le débat qui a eu lieu début mars au Conseil National sur l'Unesco en est une. Plus reaganien que Ronald Reagan, ces députés qui menacent très fort de claquer la porte de l'Unesco si l'Organisation internationale ne met pas très vite de l'ordre dans ses finances, et surtout dans ses programmes. Si elle ne cesse pas de narguer l'Occident pour s'attaquer aux vrais problèmes qui sont l'alphabétisation et la sauvegarde du patrimoine culturel mondial. Le Chef du Département des Affaires étrangères, M. Pierre Aubert, défendit habilement l'institution, mais il n'obtint qu'un sursis : si d'autres pays occidentaux quittent l'Unesco à la suite des Américains d'ici à novembre prochain, la Suisse sera alors forcée de « reconsidérer sa participation ». Un débat très vif, qui, par les passions qu'il a soulevées au sein du Parlement, n'a pas rassuré les partisans de l'entrée de la Suisse aux Nations-Unies.